

Direction des Achats, de l'Hôtellerie,  
de la Logistique et de l'Ingénierie Biomédicale

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES



### PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT ARTICLES R.2123-1 A 2 ET R.2161-1 A 5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE



### REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

**LOCATION D'UN LASER EXCIMER ET D'UN LASER FEMTOSECONDE DE  
DERNIERE GENERATION AVEC FOURNITURE D'ACCESSOIRES ET  
CONSOMMABLES CAPTIFS ASSOCIES**

-

**BLOC OPHTALMOLOGIE**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES FIXEE AU :**

**30/06/2025 – 12 h 00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2.1 - Procédure de mise en concurrence .....	3
2.2 - Type de marché public .....	3
2.3 - Allotissement.....	3
2.4 - Forme du marché public et des prix.....	3
2.5 - Etendue du marché public - quantité .....	4
2.6 - Durée du marché public .....	4
2.7 - Délais d'exécution .....	4
2.8 - Lieu d'exécution .....	5
2.9 - Codes nomenclature CPV .....	5
<b>ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>5</b>
3.1 - Variantes.....	5
3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) : .....	5
3.3 - Modifications au marché public .....	5
3.4 - Visite de site.....	6
3.5 - Unité monétaire .....	6
3.6 - Délai de validité des offres .....	6
3.7 - Conditions de participation des concurrents .....	6
3.8 - Sous-traitance .....	6
3.9 - Mode de financement et de règlement du marché public .....	7
3.10 - Date prévisionnelle de début des prestations .....	7
3.11 - Garantie et cautionnement .....	7
3.12 - Marchés publics réservés .....	7
<b>ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) .....</b>	<b>7</b>
4.1 - Contenu du dossier de consultation .....	7
4.2 - Obtention du dossier de consultation .....	8
<b>ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE.....</b>	<b>8</b>
5.1 - Renseignements complémentaires .....	8
5.2 - Modifications du dossier de consultation .....	9
<b>ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER .....</b>	<b>9</b>
6.1 - Documents relatifs à la candidature .....	9
6.2 - Documents relatifs à l'offre .....	10
6.3 - Documents supplémentaires .....	10
6.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes .....	11
<b>ARTICLE 7 - ECHANTILLONS (SPECIMENS) .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>11</b>
8.2 - Non-respect des date et heure limites .....	12
<b>ARTICLE 9 - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION .....</b>	<b>12</b>
9.1 - Essais .....	12
9.2 - Démonstration / Présentation .....	12
<b>ARTICLE 10 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>12</b>
10.1 - Sélection des candidatures .....	12
10.2 - Jugement des offres.....	13
10.3 - Dispositions communes .....	13
<b>ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE PUBLIC.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 - RECOURS.....</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la location d'un laser excimer et d'un laser femtoseconde de dernière génération, avec fourniture d'accessoires et consommables captifs associés, destinés au traitement de la myopie et autres troubles de la réfraction, mais aussi pour la pose d'anneaux intra-cornéen, et chirurgie de la cataracte.

Ces matériels sont destinés au Service d'Ophtalmologie du CHU ROUEN NORMANDIE.

## ARTICLE 2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1 - Procédure de mise en concurrence

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R.2124-1 à 2 et R.2161-1 à 5 du code de la commande publique.

### 2.2 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input checked="" type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

### 2.3 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

### 2.4 - Forme du marché public et des prix

#### 2.4.1 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R.2162-4 2°/ du code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 300 000,00, € HT, pour toute la durée de validité du marché public.

Le marché public est mono-attributaire.

#### 2.4.2 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

## **2.5 - Etendue du marché public - quantité**

L'ensemble des fournitures pouvant être commandées sont définies au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTTP).

A titre indicatif, l'activité annuelle prévisionnelle est de :

- Durée moyenne d'une séance de location : 1 journée.
- Nombre moyen de séances de mise en location par an : 12
- Nombre moyen de procédures par an :
  - LASIK = 60 procédures /an
    - Femtoseconde (+Excimer) unilatéral = 5 procédures/an
    - Femtoseconde (+Excimer) bilatéral = 55 procédures/an
  - Laser PKR = 40 procédures/an
  - Laser PTK = 70 procédures/an
  - Pose d'anneaux intra-cornéens = 60 procédures/an
  - Chirurgie de la cataracte = 20 procédures/an

Les quantités estimatives du marché public sont spécifiées dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

## **2.6 - Durée du marché public**

Le marché public est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché public au Titulaire.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU ROUEN NORMANDIE reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le Titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

## **2.7 - Délais d'exécution**

La livraison doit être effectuée dans les 10 semaines maximum pour les équipements et dans les 2 semaines pour les accessoires et consommables captifs.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Le délai d'exécution ou de livraison commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le Titulaire.

Le Titulaire doit accuser réception de la commande sous 48 heures. Il doit confirmer la date de livraison, ainsi que les produits et les quantités prévues à la date de livraison. Il doit également préciser les restes à livrer, avec la mention de la date de livraison prévisionnelle.

En cas d'empêchement ou de retard, le titulaire est tenu d'informer le CHU ROUEN NORMANDIE afin de déterminer une solution commune pour la livraison des produits ou l'exécution des prestations commandées dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **2.8 - Lieu d'exécution**

La prestation concerne les locaux situés sur le site Charles Nicolle du CHU ROUEN NORMANDIE à l'adresse suivante :

Nom	Adresse
Professeur Muraine	CHU ROUEN NORMANDIE <b>Bloc Opératoire – Robec N3 – Ophtalmologie</b> 1 rue de Germont 76031 Rouen Cedex

### **2.9 - Codes nomenclature CPV**

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification complémentaire</i>
33122022-1 : équipement d'ophtalmologie	
33169100-3 : laser chirurgical	
38434540-3 : matériel biomédical	

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 - Variantes**

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter des variantes.

### **3.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :**

Le marché public ne comprend pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### **3.3 - Modifications au marché public**

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R. 2122-4 du code de la commande publique.

### **3.4 - Visite de site**

Aucune visite de site n'est prévue avant la remise de l'offre.

### **3.5 - Unité monétaire**

La monnaie utilisée est l'euro.

### **3.6 - Délai de validité des offres**

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

### **3.7 - Conditions de participation des concurrents**

Le marché public peut être conclu soit avec une entreprise individuelle, soit avec un groupement d'entreprises.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le CHU ROUEN NORMANDIE.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

- Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

En qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui ☐ non

- Forme juridique que devra revêtir les groupements d'opérateurs économiques, attributaires du (des) marché(s) public(s) :

Le CHU ROUEN NORMANDIE ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché public.

### **3.8 - Sous-traitance**

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et dans les conditions prévues au chapitre III du Titre IX du code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au CHU ROUEN NORMANDIE une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **3.9 - Mode de financement et de règlement du marché public**

Les dépenses relatives au présent marché public sont financées par imputation au budget propre du CHU ROUEN NORMANDIE.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 50 jours et dans les conditions fixées au CCAP.

#### **3.10 - Date prévisionnelle de début des prestations**

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est le 01/09/2025.

#### **3.11 - Garantie et cautionnement**

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.

#### **3.12 - Marchés publics réservés**

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R. 2113-7 à 8 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 - CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)**

### **4.1 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe BPU / DQE ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 au CCAP : Questionnaire RSE ;
  - Annexe 2 au CCAP : Fiche pratique CHORUS ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le questionnaire technique ;
- La fiche fournisseur.

## **4.2 - Obtention du dossier de consultation**

### **4.2.1 - Obtention par voie dématérialisée**

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-6 du code de la commande publique, les opérateurs économiques téléchargeront **les pièces écrites du dossier de consultation des entreprises (DCE)** à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois le CHU Rouen Normandie souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet aux soumissionnaires d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.

De ce fait, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du CHU Rouen Normandie ne saurait être engagée en l'absence de prise en connaissance de ces éléments.

Les candidats qui souhaiteraient s'identifier sur le portail, devront créer un compte via le menu "se connecter/s'inscrire – nouvel utilisateur".

Un guide d'utilisation est mis à disposition dans la rubrique « Aide » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier de consultation des entreprises sous format dématérialisé est téléchargeable gratuitement.

## **ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES - MODIFICATION - DCE**

### **5.1 - Points de contact**

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné les interlocuteurs suivants afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- **Le médiateur interne** : Madame Solène Benoit, [solene.benoit@chu-rouen.fr](mailto:solene.benoit@chu-rouen.fr)

Son rôle est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU de Rouen s'engage à préserver l'anonymat en cas de demande. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

**Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.**



- **Le correspondant PME** : Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr

Son rôle vise à être sollicité par les entreprises pour leur ouvrir les contacts au sein du CHU de Rouen. Ce correspondant peut également être contacté en cas de demande de renseignement d'ordre administratif général (pour toutes questions relative à une consultation précise merci de se référer à l'article 5.2).

### **5.2 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre administratif et technique pourront être obtenus uniquement par voie électronique, en utilisant le lien "Déposer une question" figurant sur la page de détail du marché public à l'adresse Internet du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les renseignements complémentaires ne peuvent pas être obtenus par mail ou par télécopie.

Le lien internet ci-avant n'est accessible que pour les candidats disposant d'un compte sur le portail et ayant retiré le DCE de la présente procédure.

Une réponse sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.

Par soucis d'équité toute question posée par voie téléphonique ne recevra aucune réponse.

### **5.3 - Modifications du dossier de consultation**

Le CHU ROUEN NORMANDIE se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation des entreprises.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 6 - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER**

Chaque soumissionnaire devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre, définies ci-après.

### **6.1 - Documents relatifs à la candidature**

Dans une première sous-pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent, dûment signée ;

- La déclaration du soumissionnaire modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ainsi que les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour signer les documents du marché ;
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle avec les articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessus sauf le DC1 commun au groupement.

### **6.2 - Documents relatifs à l'offre**

Dans une seconde sous-pochette, le soumissionnaire produit les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe Bordereau des Prix Unitaires / Devis Quantitatif Estimatif (BPU/DQE),
- L'annexe 1 au CCAP : questionnaire RSE,
- Le mémoire technique du titulaire devant comprendre les éléments suivants :
  1. Description technique des produits proposés (fiches techniques de chaque produit),
  2. Les prestations proposées dans le cadre de la location,
  3. Le trajet optimal que prendra le matériel pour rejoindre le site opératoire,
  4. Un plan d'implantation (sur la base d'une salle validée par l'équipe chirurgicale), sur lequel devront figurer la position de chaque dispositif, leur repérage avec une légende explicative. L'ensemble du système devra s'adapter aux conditions actuelles de la salle. Un écrit de confirmation sera joint à la réponse globale,
  5. Les contraintes d'implantation du dispositif complet (climatisation, degré d'hygrométrie, température, conditions d'alimentation électrique/puissance, type de régime, etc.).
  6. Délais de livraison.
- Le questionnaire technique.
- La fiche fournisseur.

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

### **6.3 - Documents supplémentaires**

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché public, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans une troisième sous-pochette, les documents suivants :

1. Les attestations fiscales et sociales :
  - Pour le soumissionnaire établi en France : les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année écoulée.
  - Pour le soumissionnaire établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
2. L'attestation d'assurance civile et décennale en cours de validité.

#### **6.4 - Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes**

L'Acte d'Engagement (AE) est la pièce signée par le soumissionnaire dans laquelle il présente son offre et adhère aux clauses que le CHU ROUEN NORMANDIE a rédigées.

Concernant l'avance, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le cadre de Bordereau des Prix Unitaires (BPU) est à renseigner sans n'y apporter aucune modification. **Il est rappelé que tous les postes prévus dans le bordereau de prix unitaires doivent obligatoirement être renseignés par les soumissionnaires.**

#### **ARTICLE 7 - ECHANTILLONS (SPECIMENS)**

Aucun échantillon n'est à remettre par le candidat.

#### **ARTICLE 8 - MODALITES DE REMISE DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires ont l'obligation de déposer leur pli, contenant les candidatures et les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article 6 ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page de garde du présent règlement de consultation, sur le site Internet du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que le profil d'acheteur (postale, main propre, courriel...) entraînera le rejet de l'offre.

##### **8.1.1 - Copie de sauvegarde**

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

**CHU ROUEN NORMANDIE**  
Direction des Achats, de l'Hôtellerie, de la Logistique et de l'Ingénierie Biomédicale  
Cellule Juridique des Contrats  
1 rue de Germont  
Cour d'Honneur - Porte G5 – 1<sup>er</sup> étage  
76031 ROUEN Cedex

##### **8.1.2 - Signature du marché public**

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché.

## **8.2 - Non-respect des date et heure limites**

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Les plis sous forme numérique parvenant hors délai seront détruits.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les plis qui seraient remis ou qui seraient réceptionnés après la date et heure limite de réception des plis mentionnés ci-dessus sont éliminés en application de l'article R.2143-2 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 - ESSAIS ET DEMONSTRATION / PRESENTATION**

### **9.1 - Essais**

Aucun essai ne sera demandé aux soumissionnaires.

### **9.2 - Démonstration / Présentation**

Une démonstration/présentation est prévue dans les conditions définies ci-dessous.

Il est demandé à tous les soumissionnaires d'effectuer une démonstration technique de leurs produits aux équipes médicales et pharmaceutiques.

Les démonstrations devront être réalisées après la date de remise des offres. Les formes et les conditions de la démonstration seront les mêmes pour l'ensemble des soumissionnaires. Ils en seront informés par tout moyen (courriel).

En cas de non démonstration des produits, l'offre du soumissionnaire sera déclarée irrégulière.

Tous les frais induits par la présentation seront à la charge du soumissionnaire.

## **ARTICLE 10 - CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES ET DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **10.1 - Sélection des candidatures**

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R. 2142-5 à R.2142-14 et R.2142-25 du code de la commande publique.

Sont éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

- Capacité économique et financière :
  - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé ;
- Capacité technique :
  - ☒ Aucun niveau spécifique minimal exigé.

### **10.2 - Jugement des offres**

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le CHU ROUEN NORMANDIE peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le CHU ROUEN NORMANDIE se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

- **Evaluations clinique et technique (65%),** après évaluation des sous-critères suivants :
  - Prestations proposées dans le cadre de la location : transport de l'équipement, installation et mise en service, assistance d'un référent technique tout au long du marché de location (30 %) ;
  - Génération du matériel proposé : année et évolution technologique (20%) ;
  - Ergonomie des systèmes : facilité de manipulation, mobilité, mise en place de l'équipement (15%).
- **Prix,** sur la base du montant résultant du DQE **(30%).**
- **Evaluation RSE 5% -** Réponse au questionnaire RSE.

### **10.3 - Dispositions communes**

La comparaison des offres de prix est effectuée sur la base du DQE, permettant une valorisation globale estimative de l'offre. Ce document est strictement réservé à l'analyse des offres et les quantités qui y sont mentionnées n'ont aucun caractère contractuel ; elles n'engagent pas le CHU ROUEN NORMANDIE.

Dans le cas où des erreurs de report ou de calcul sont relevées dans ce document lors de l'analyse des offres, ces dernières sont corrigées sur la base des prix unitaires mentionnés par le soumissionnaire dans son BPU.

## **ARTICLE 11 - ATTRIBUTAIRE DU MARCHE PUBLIC**

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Pour mémoire, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra remettre, dans le délai indiqué par le CHU ROUEN NORMANDIE dans sa demande :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1<sup>er</sup> juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- Extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, à défaut, document équivalent ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

## ARTICLE 12 - COMMUNICATION DES RÉSULTATS

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles R.2181-1 à R.2181-2 du code de la commande publique.

## ARTICLE 13 - RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

**Tribunal Administratif de Rouen**  
53 avenue Gustave Flaubert  
76000 Rouen Cedex  
E-mail : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)  
Téléphone : 02 35 58 35 00  
Fax : 02 35 58 35 03

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.